

Afghanistan – engagements en matière d'aide

Les engagements du Canada en matière d'aide publique au développement de l'Afghanistan [Mise à jour en septembre 2007]

1. Total des engagements et des débours au chapitre du développement

Le Canada a affecté 1,2 milliard de dollars, entre 2001 et 2011, au développement et à la reconstruction en Afghanistan. Cette somme comprend un certain nombre d'engagements pris depuis 2001, y compris celui, en 2002-2003, d'affecter au moins 100 millions de dollars par année jusqu'en 2010-2011 et celui, en février, de verser 200 millions de dollars de plus pour 2007.

Sur ces 200 millions de dollars supplémentaires, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) en acheminera 150 millions en allouant 120 millions à la gouvernance et au développement, 20 millions au déminage et 10 millions à la construction de routes.

Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) enverra les 50 millions de dollars restants qui serviront à la lutte contre les stupéfiants et aux services de police.

Jusqu'en 2006, l'ACDI a affecté 100 millions de dollars par année, en moyenne, à l'aide publique au développement en Afghanistan. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Peter MacKay, a dit que le Canada avait consacré 466 millions de dollars au développement de l'Afghanistan entre 2001 et 2006.

En date du 31 mars 2007, le gouvernement du Canada estime avoir consacré 600 millions de dollars à l'aide publique au développement en Afghanistan.

2. Aide à Kandahar

Il est difficile d'obtenir un portrait juste et précis de la répartition de l'ensemble de l'aide canadienne dans la province de Kandahar depuis 2001, et encore plus difficile dans le cas de l'aide versée après le déploiement de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) du Canada à la fin de 2005. D'après l'ACDI, le Canada a attribué, avant mars 2007, environ 10 millions de dollars par année exclusivement à Kandahar.

De la fin de 2005 à janvier 2007, le Canada a annoncé des engagements totalisant 56,4 millions de dollars (répartis sur plusieurs années) relatifs à des projets ciblant explicitement la province de Kandahar. En raison des engagements à l'échelle nationale, qui englobent Kandahar par l'entremise de fonds de fiducie nationaux et d'autres mécanismes, il est difficile de déterminer avec précision les sommes affectées.

À la fin d'août 2007, la ministre de la Coopération internationale, Bev Oda, a notifié le public d'une somme supplémentaire de 45 millions de dollars pour la province de Kandahar, dont une partie, 17,5 millions, est destinée à la santé et à l'éducation dans cette province, et l'autre, 27,5 millions, à des programmes dans le Sud et dans l'ensemble du pays, y compris la province de Kandahar. Ces fonds font partie de la contribution de 1,2 milliard de dollars annoncée préalablement.

Environ 15 % des projets en cours, qui se concentrent sur les besoins humains fondamentaux, ciblent spécifiquement la province de Kandahar.

3. Projets en cours

Actuellement, le budget des projets (essentiellement pluriannuel) atteint 497 millions de dollars. En raison de la nature pluriannuelle du financement, il est difficile de déterminer les dépenses annuelles en Afghanistan. L'écart entre ce montant et les plus de 600 millions de dollars mentionnés par le gouvernement peut être attribuable aux projets commencés en 2001 et achevés en 2007 par l'ACDI.

Les projets de l'ACDI touchent quatre domaines : les modes de subsistance viables en milieu rural et le développement communautaire; le développement démocratique et la gouvernance efficace; le rôle des femmes et des filles au sein de la société (y compris en éducation); et les besoins humains fondamentaux.

Modes de subsistance viables en milieu rural et développement communautaire

C'est là où sont concentrés 28 % des projets en cours d'une valeur de 139,23 millions de dollars. Cette somme comprend le financement du Programme de solidarité nationale et du Programme national de développement axé sur les régions, et l'appui au United Nations Mine Action Service (UNMAS) et au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour le déminage et la destruction des stocks de mines. D'autres montants sont alloués au Programme de promotion d'autres modes de subsistance (particulièrement dans le Nord-Est), à la lutte contre les stupéfiants, à la gestion des ressources hydriques et au Programme alimentaire mondial (PAM). Le Canada accorde environ 13 millions de dollars aux ONG, dont la Fondation Aga Khan Canada et la Mennonite Economic Development Agency (MEDA). De plus petites sommes sont versées au Comité international de la Croix-Rouge/Croissant Rouge (CICR).

Développement démocratique et gouvernance efficace

Environ 35 % (175,1 millions de dollars) des dépenses courantes de l'ACDI relèvent du développement démocratique et de la gouvernance efficace. Près de 73 % des dépenses courantes dans ce domaine vont au Fonds d'affectation spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (127,5 millions de dollars), qui sert à payer les salaires et les coûts fonctionnels de l'appareil gouvernemental. Un autre 13 millions de dollars appuie le processus d'élections législatives et 7 millions de dollars financent le démantèlement des groupes armés illégaux.

La formation à l'aide juridique reçoit 9,2 millions de dollars, l'appui aux programmes de renforcement des capacités des ministères, 17,2 millions de dollars et les rapports concernant les traités sur les droits de la personne, 375 000 \$.

Le rôle des femmes et des filles au sein de la société (y compris en éducation)

Environ 17 % (87,95 millions de dollars) des dépenses courantes des projets relèvent du rôle des femmes et des filles au sein de la société (y compris en éducation). Le Programme de microfinancement en Afghanistan (MISFA) représente plus de 60 % des dépenses courantes dans ce domaine. Selon l'ACDI, on considère qu'il s'agit d'un programme d'appui aux femmes et aux filles parce que les trois quarts des participants sont des femmes. Les autres fonds, ce sont des ONG telles que CARE, le MEDA, Droits et Démocratie, le BRAC, l'EUMC et War Child qui les utilisent pour des projets qui favorisent l'autonomisation des filles et des femmes.

Besoins humains fondamentaux

Les droits humains fondamentaux prennent près de 19 % (95 millions de dollars) du budget. Au moins 74,3 millions de dollars (plus de 75 %) sont consacrés à Kandahar et à la région du Sud. De cette somme, plus de 13 % servent directement à la construction de routes et 25 % sont affectés à la lutte contre la culture du pavot par l'entremise de la promotion d'autres modes de subsistance.

La santé maternelle et infantile récolte 10 millions de dollars tandis que 8,9 millions de dollars sont réservés au PAM.

Un programme national d'éradication de la poliomyélite et de la tuberculose reçoit le solde de 17,5 millions de dollars du budget total de 95 millions.

Là encore, il faut signaler que ces chiffres ne tiennent compte que des projets en cours et n'incluent pas les projets antérieurs qui ont été fermés ni les affectations postérieures à 2007.

4. L'aide du Canada à l'Afghanistan par rapport à celle d'autres bailleurs de fonds

L'aide du Canada à l'Afghanistan par rapport à l'aide de tous les pays à l'Afghanistan est supérieure à ce qui correspondrait à son « fardeau de contribution équitable » à titre de bailleur de fonds. Le fardeau exprimé en pourcentage est une proportion du revenu national brut (RNB) du Canada au RNB pour tous les bailleurs de fonds du CAD. En 2005, le fardeau de contribution équitable du Canada à titre de donateur était de 3,4 % (et ses débours au chapitre de l'aide étaient de 3,8 %).

Les États-Unis et le Royaume-Uni ont aussi toujours versé des contributions supérieures ou égales à leur fardeau de contribution prévu à titre de bailleurs de fonds. Les sommes versées par les États-Unis au titre de l'aide à l'Afghanistan ont augmenté considérablement en 2005 (de plus de 68 % par rapport à 2004) – les statistiques de l'aide ne permettent pas de dégager facilement la raison précise de cette forte augmentation.

Selon les derniers chiffres disponibles (2005), plusieurs pays européens du G7, qui sont des alliés clés en Afghanistan, contribuaient bien en deçà de leur fardeau équitable à titre de bailleurs de fonds. Le tableau suivant compare l'aide à l'Afghanistan d'un certain nombre de bailleurs de fonds du G7 et leur fardeau de contribution équitable.

	Part de l'aide à l'Afghanistan (2005)	Part du fardeau de contribution du bailleur de fonds [RNB du pays par rapport au RNB total du CAD (2005)]
États-Unis	61,2 %	38,1 %
Royaume-Uni	10,2 %	7,0 %
Pays-Bas	3,6 %	1,9 %
Canada	3,8 %	3,4 %
Allemagne	4,6 %	8,6 %
France	0,9 %	6,5 %
Italie	1,2 %	5,4 %
Japon	3,4 %	14,4 %

Source : Statistiques du CAD en ligne (janvier 2007)